

Sous la direction de Miriam Fahmy

L'état du Québec 2012

Boréal

Les jeunes ne votent plus! Que faire?

Geneviève Baril

*Directrice, Développement des compétences et de la mobilisation citoyennes,
Institut du Nouveau Monde*

Le déclin de la participation électorale des jeunes est une tendance lourde et profonde qui atteint maintenant un seuil dramatique pour la démocratie. Si les 18-34 ans ont toujours voté dans une proportion moindre que leurs aînés, on observe depuis les années 1980 un phénomène inquiétant : la diminution constante et significative du taux de participation électorale initiale, c'est-à-dire la diminution de la participation des membres d'une nouvelle cohorte d'électeurs appelés à voter pour la première fois.

Dans les années 1960, 70 % des jeunes canadiens atteignant l'âge de voter exerçaient en effet leur droit de vote. Cette proportion a dégringolé à 34 % aux élections fédérales de 2004. Depuis, la situation ne s'est guère améliorée. À titre d'exemple, en 2008, seulement 35,6 % des 18 à 20,5 ans se sont présentés aux urnes¹.

Le Directeur général des élections du Québec (DGEQ) a donc décidé de confier à l'Institut du Nouveau Monde (INM) le mandat de réfléchir à une stratégie de mobilisation électorale pour favoriser le vote des jeunes lors des pro-

chaines élections provinciales au Québec. Pour y arriver, nous avons d'abord cherché à comprendre les raisons expliquant la diminution de leur participation électorale en procédant à une synthèse des principaux écrits sur la question. Nous avons été étonnés de constater l'absence d'étude réalisée spécifiquement sur la participation électorale des jeunes Québécois à des scrutins provinciaux². Pour cette raison, notre synthèse s'appuie principalement sur celles produites par Élections Canada³. Afin de compléter cette analyse, nous avons procédé à un sondage auprès d'un

échantillon de jeunes de 18 à 34 ans ayant participé aux Écoles d'été de l'INM⁴ au cours des dernières années. Cet article résume donc les principales conclusions de notre rapport, intitulé *La diminution de la participation électorale des jeunes Québécois* (2011)⁵.

La tendance observée dans notre revue de la littérature est préoccupante non seulement pour le présent mais également pour le futur, car si les jeunes votent davantage à mesure qu'ils vieillissent, ils sont si peu nombreux à le faire au départ qu'on doit s'attendre à ce que le taux général de participation diminue. En effet, les recherches recensées montrent toutes sans exception que la diminution de la participation électorale au niveau fédéral – passant de

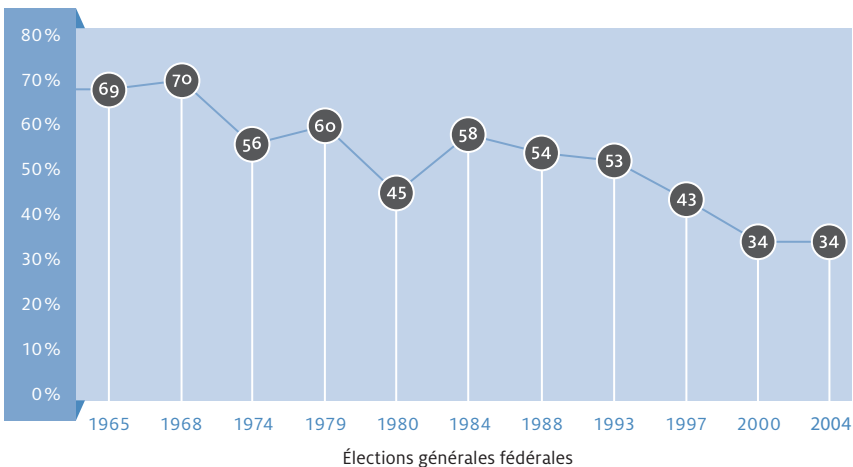
75 % à 61 % entre 1945 et 2000 – est principalement due à la diminution du taux de participation initiale des jeunes.

La littérature consultée nous donne des indications sur les principaux déterminants de la participation (et de la non-participation) électorale des jeunes que nous exposerons ci-dessous. D'aucuns conviennent qu'il est impératif d'approfondir notre compréhension du phénomène en menant une enquête nationale d'envergure et des études à la fois quantitatives et qualitatives à chaque scrutin.

Cela étant dit, les données disponibles pointent toutes dans la même direction : l'une des avenues les plus prometteuses pour lutter efficacement contre le déclin de la participation électorale des jeunes

GRAPHIQUE 1

Estimations de la participation initiale électorale des Canadiens, en pourcentage, par cohorte d'électeurs et élection générale fédérale



Source : Blais et Loewen (2011)

est d'augmenter le taux de participation électorale initiale. En ce sens, toute stratégie visant à renverser la tendance doit cibler prioritairement les 16-21 ans – c'est-à-dire les jeunes sur le point d'acquiescer le droit de vote ou de voter pour la première fois.

L'état de la recherche

L'état des connaissances actuelles sur la participation électorale des jeunes Québécois de 18 à 34 ans est, comme nous l'avons dit, plutôt rudimentaire. Pour comprendre leur comportement, nous avons donc eu recours à deux stratégies : d'une part, recenser les écrits canadiens sur la question (puisque les jeunes Québécois sont appelés à voter aux élections fédérales canadiennes) et, d'autre part, isoler les cohortes plus jeunes de la recherche portant sur le comportement électoral des Québécois en général.

Il semblerait que trois facteurs, outre les caractéristiques sociodémographiques – tels l'âge, le niveau de scolarité et le lieu de naissance –, exercent une influence déterminante. Ce sont des facteurs de type politique. En effet, les jeunes votent lorsque :

- ils conçoivent l'exercice du droit de vote comme un devoir ;
- ils sont intéressés par la politique ;
- ils sont informés à son sujet.

Ceux qui ne votent pas invoquent quant à eux trois autres facteurs :

- leur désintérêt envers la politique ;
- le fait d'être trop occupé ;
- des problèmes liés à l'inscription sur la liste électorale (pour les 18-24 ans) et le cynisme (pour les 25-34 ans).

Si on compare ces motifs de la participation (et de la non-participation) électorale avec ceux invoqués par les cohortes d'électeurs plus âgés, on observe des similitudes, mais aussi des distinctions.

À l'instar de leurs aînés, les jeunes votent principalement par sens du

**Plusieurs jeunes
ont le sentiment que leur
vote est inutile.**

devoir civique. Toutefois, les raisons de ne pas voter diffèrent selon les groupes d'âge : les 35 à 54 ans invoquent principalement des raisons relevant du cynisme – notamment le fait de n'aimer aucun des enjeux électoraux, aucun des candidats et aucun des partis politiques, ou le manque de confiance envers ceux-ci. Les 55 ans et plus invoquent plutôt des raisons d'ordre personnel, notamment le fait de se trouver hors de la circonscription ou d'avoir des problèmes de santé. Il est intéressant de noter que le cynisme comme motif d'abstention gagne en importance avec l'âge. Autrement dit, il semble que plus on vieillit, plus on est susceptible de devenir cynique envers la politique...

Un sondage auprès de jeunes Québécois

Dans le but de proposer une stratégie pour augmenter le vote des jeunes, nous avons voulu connaître leur point de vue. À défaut d'avoir pu les consulter dans le cadre d'une vaste enquête nationale, nous avons sondé les anciens participants des Écoles d'été de l'INM âgés de 18 à 34 ans; 209 jeunes ont répondu au sondage⁶.

Notre démarche est éminemment exploratoire, dans le sens où notre échantillon est constitué de jeunes davantage intéressés par la politique et informés à son sujet que la moyenne. Il n'est donc pas représentatif de l'ensemble de la jeunesse québécoise. Malgré tout, les points de vue exprimés sont précieux. Appartenant à la génération de citoyens qui vote le moins, les répondants sont susceptibles de percevoir certains facteurs pouvant expliquer l'abstentionnisme élevé chez leurs pairs, et de proposer des moyens qui leur parlent, qui leur ressemblent et les rejoignent.

Désintérêt, méconnaissance, mobilité

Si les jeunes s'abstiennent de voter en si grand nombre, c'est principalement à cause d'un manque d'intérêt envers la politique (ce qui confirme les conclusions de la littérature consultée), lequel est largement tributaire d'un manque d'éducation civique.

Méconnaissant le fonctionnement de la vie démocratique québécoise –

notamment ses systèmes politique et électoral – et le rôle que le citoyen peut y jouer, ne disposant pas des connaissances et des compétences nécessaires pour effectuer un choix éclairé entre les candidats, et ne saisissant pas le lien entre la politique et leur vie de tous les jours, plusieurs jeunes ne voient pas l'intérêt de voter et, encore moins, l'impact que peut avoir leur vote sur l'issue du scrutin.

Outre leur méconnaissance du monde politique et des institutions démocratiques, le désintérêt des jeunes

Il faut faire de l'éducation civique une priorité.

est alimenté par le sentiment, chez plusieurs d'entre eux, que leur vote est inutile, puisque l'issue du scrutin dans leur circonscription est connue d'avance ou que leur candidat n'a aucune chance de remporter la victoire.

Par ailleurs, les répondants évoquent des raisons d'ordre personnel et administratif pour expliquer l'abstention des jeunes: leur grande mobilité, le temps nécessaire pour s'inscrire sur la liste électorale – temps dont ils ne disposeraient pas – et le fait de se trouver hors de la circonscription au moment du scrutin.

De la nécessité de réformes institutionnelles

Les solutions proposées par les jeunes répondent directement aux problèmes qu'ils ont identifiés. Les premières idées relèvent des institutions électorales. En effet, très nombreux sont les répondants (84 %) qui croient qu'un mode de scrutin introduisant des éléments de proportionnalité serait susceptible d'augmenter le vote des jeunes.

Les répondants se positionnent majoritairement (62 %) en faveur d'une autre réforme institutionnelle : rendre le vote obligatoire. Leur raisonnement est le suivant : si tous les jeunes devaient se présenter aux urnes, cela inciterait les partis politiques à se préoccuper davantage des enjeux qui les interpellent, tels l'éducation et l'environnement, et peut-être susciteraient-ils ainsi leur intérêt

pour la campagne électorale. Certains croient qu'un vote massif des jeunes pourrait aller jusqu'à modifier l'issue du scrutin.

Aussi, afin de faciliter l'accès géographique au vote, 95 % des répondants appuient l'idée d'accorder aux étudiants fréquentant un établissement d'enseignement postsecondaire situé à l'extérieur de leur circonscription d'origine la possibilité d'y voter. Enfin, nombreux sont ceux favorables au vote électronique (80 %).

Renforcer les compétences civiques

Le constat du désintérêt politique des jeunes les amène à proposer massivement des mesures visant à développer leurs compétences civiques – autrement dit, à faire de l'éducation civique une priorité. Le tableau 1 présente les mesures

TABLEAU 1

Les mesures d'éducation civique susceptibles d'augmenter le vote des jeunes ayant reçu le plus haut niveau d'appui dans le cadre du sondage de l'INM, 2011

Mesures d'éducation civique susceptibles d'augmenter le vote des jeunes	Niveau d'appui en % sur 209 répondants
Accorder une plus grande place à l'éducation civique à l'école primaire et secondaire.	96
Organiser des simulations parlementaires au secondaire, au cégep et à l'université.	89
Organiser dans les cégeps et les universités des activités de débats entre les candidats.	88
Rencontrer les élus et échanger avec eux.	87
Organiser des simulations d'élections dans les écoles secondaires.	84
Créer un cours obligatoire au cégep sur les systèmes politique et électoral québécois et canadiens.	76



L'une des mesures d'éducation civique suggérées par les sondés est l'organisation de simulations d'élections dans les écoles secondaires.

se démarquant par le niveau d'appui qu'elles ont recueilli.

Des arguments pour convaincre

Ce que l'on appelle le cynisme renvoie notamment aux attitudes négatives, à la méfiance, à la désillusion et au désintérêt à l'endroit des politiciens et du système politique. Afin de lutter contre le cynisme, des efforts d'éducation populaire et de conscientisation des jeunes comme des moins jeunes sont devenus, aux yeux des jeunes, incontournables.

Ainsi, les répondants soutiennent qu'il faut expliquer en quoi voter est

important. Les principaux arguments qu'utiliseraient les jeunes sondés à cette fin sont les suivants :

- Le vote n'est pas seulement un droit, mais aussi un devoir et un privilège.
- Des millions de gens se battent au péril de leur vie pour l'obtenir ou l'exercer.
- Il n'y a pas si longtemps, les femmes et les autochtones n'avaient pas le droit de vote.
- Voter comporte des retombées positives tant au plan individuel que collectif: c'est une source de valorisa-

tion individuelle, car le votant contribue à quelque chose qui le dépasse. Voter est aussi une forme d'expression, de participation, ou même d'implication au sein de la collectivité.

- Dans un système où les partis politiques reçoivent du financement public, chaque vote compte, puisqu'il permet une rétribution au parti politique auquel il est associé.
- Un vote annulé envoie un message plus fort que de ne pas voter.

Quant à ceux qui ne votent pas parce qu'ils ne se reconnaissent ni dans les partis politiques, ni dans les élus, ni dans le système électoral actuel, les répondants les invitent à s'impliquer, à créer leur propre parti et à se porter candidat afin que la politique leur ressemble. Les répondants font également valoir que s'abstenir de voter équivaut à laisser aux autres le pouvoir de décider de notre avenir et à renoncer à son droit de se plaindre une fois l'élection passée. Enfin, quelques répondants ont recours à des arguments plus alarmistes mettant en relief les conséquences très négatives d'un abstentionnisme généralisé, notamment l'impunité des élus.

La participation citoyenne pour recréer le lien social

En dernier lieu, les répondants font allusion à des changements d'attitude et de valeurs, autant au plan individuel que collectif, pour rendre compte du déclin de la participation électorale des

jeunes. Ils parlent de changements survenus dans le processus de socialisation politique des jeunes, tant au plan de l'entourage immédiat (la famille, au premier chef) qu'à celui des modes d'information et de communication (l'avènement du web 2.0 et des médias sociaux). Les répondants évoquent aussi l'individualisme ambiant, les valeurs néolibérales, la société de consommation et la pensée instrumentale. Quelques-uns avancent que les jeunes perçoivent le vote comme un choix plutôt qu'un devoir, et qu'ils préfèrent exercer leurs responsabilités citoyennes dans l'engagement social et bouder les formes traditionnelles de participation politique, comme la participation électorale. Enfin, certains font des liens entre l'abstentionnisme élevé chez les jeunes et la perte de sens et de repères communs dans la société.

Ainsi, de l'avis de la très forte majorité des répondants (91%), il importe plus que jamais de renforcer le lien social afin de redéfinir ces repères collectifs.

Il importe plus que jamais de renforcer le lien social.

Pour ce faire, ils estiment urgent de valoriser et d'encourager la participation citoyenne. La littérature démontre d'ailleurs que plus un jeune s'implique dans des activités politiques traditionnelles (partis politiques) comme non

traditionnelles (boycotts, manifestations, occupations, etc.), plus il est susceptible de voter. Non seulement la participation citoyenne favorise-t-elle le renforcement du lien social, mais elle soutient la participation électorale.

Des pistes claires, des actions nécessaires

En somme, les répondants affirment que pour augmenter le vote des jeunes, il faut d'abord s'attaquer à leur désintérêt pour la politique, en faisant de l'éducation civique une priorité et en modifiant certaines dispositions de nos institutions électorales.

Il faut ensuite combattre le cynisme envers la politique en utilisant des arguments convaincants et en encourageant la participation politique

Outre ces stratégies d'action, nombreux sont ceux qui ont recommandé que l'on étudie davantage le phénomène de la non-participation électorale des

jeunes en questionnant les principaux intéressés : ceux qui ne votent pas.

À la lumière de l'ensemble de ces résultats, force est de constater que le déclin de la participation électorale des jeunes est une tendance lourde aux causes multiples, et qu'il faudra plus que des mesures à court terme et à petite échelle pour y mettre un frein. La situation est à ce point inquiétante pour l'avenir de notre démocratie qu'elle nécessite, à notre avis, la tenue d'un vaste débat public sur les actions, les politiques publiques et les réformes à adopter pour renverser la vapeur.

Références

André Barnes, *La participation électorale des jeunes au Canada. 1 - Tendances et bilan*, Bibliothèque du Parlement, Publication n° 2010-19-F, le 7 avril 2010.

André Blais et al., *Pourquoi le taux de participation est-il plus élevé dans certains pays que d'autres?*, Élections Canada, mars 2003.

TABEAU 2

Récapitulatif de l'analyse des réponses au sondage concernant les principaux motifs d'abstention et les stratégies d'action pour les contrer

Motifs d'abstention	Stratégies d'action
Désintérêt	Faire de l'éducation civique une priorité. Réformer le mode de scrutin en introduisant des éléments de proportionnalité.
Cynisme	Expliquer l'importance de voter. Susciter la participation politique.
Personnel/administratif	Permettre aux étudiants de voter à leur cégep ou à leur université. Permettre le vote électronique.
Changements d'attitude et de valeurs	Valoriser et encourager la participation citoyenne.

Dominic Duval, *Études électorales: recension des écrits sur la participation électorale*, Directeur général des élections du Québec, 2005.

Marion Ménard, *La participation électorale des jeunes au Canada. 2 - Déterminants et interventions*, Bibliothèque du Parlement, Publication n° 2010-21-F, le 20 avril 2010.

Henry Milner, *The Internet Generation: Engaged Citizens or Political Dropouts*, Tufts University Press, 2010.

Henry Milner, *La compétence civique*, Les Presses de l'Université Laval, 2004.

Statistique Canada, *Raisons de l'abstention au vote lors des élections fédérales du 2 mai 2011*, Communiqué, mardi le 5 juillet 2011.

Pour une référence bibliographique complète, veuillez consulter www.inm.qc.ca, onglet Publications > L'état du Québec 2012.

Notes

1. Élections Canada, *Estimation du taux de participation par groupes d'âge à l'élection générale fédérale de 2008*, 2008, p. 9.

2. Précisons toutefois qu'il existe une étude sur la participation électorale des Québécois dans laquelle nous retrouvons quelques données relatives à celle des 18-34 ans: François Gélineau et Alexandre Morin-Chasse, *Les motifs de la participation électorale au Québec: Élection de 2008, Étude réalisée pour le Directeur général des élec-*

tions du Québec, Cahiers de recherche électorale et parlementaire, Numéro 1, novembre 2009.

3. André Blais et Peter Loewen, *Participation électorale des jeunes au Canada*, Élections Canada, janvier 2011; Élections Canada, *Estimation du taux de participation par groupes d'âge à l'élection générale fédérale de 2008*, 2008; Jon H. Pammett et Lawrence LeDuc, *Pourquoi la participation décline aux élections fédérales canadiennes: un nouveau sondage des non-votants*, Élections Canada, 2003.

4. À chaque année depuis 2004, l'INM organise un événement pour les jeunes de 15 à 30 ans.

5. Nous tenons à remercier les personnes suivantes pour leur précieuse collaboration: André Blais, Marie-Hélène Croteau, Marie-Laure Landais, Henry Milner et Akos Verboczy.

6. Le sondage a été envoyé par courrier électronique le 14 octobre 2011 auprès de 1 967 destinataires. Ceux-ci sont d'anciens participants de nos Écoles d'été 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011. Un rappel a été effectué cinq jours plus tard. L'analyse des réponses s'est effectuée le 26 octobre 2011. Le sondage comportait 25 questions dont 3 ouvertes. Au total, 209 jeunes âgés entre 18 et 35 ans ont répondu au sondage, ce qui correspond à un taux de réponse de 11%. Nous tenons à remercier les jeunes qui ont répondu au sondage, non seulement pour le temps consacré, mais aussi pour la qualité des réponses et des réflexions données, très inspirantes pour quiconque souhaite agir afin d'augmenter le vote des jeunes.